

Le déhât
sur la Charte nationale
à mobilisé l'Algérie
pendant un mois
LIBRE PAGE 8

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry
Directeur : Jacques Fauvet

1-30 F
Algérie, 1 DA : Maroc, 1,20 DA ; Tunisie, 100 m. :
Allemagne, 1 DM ; Autriche, 10 sch. ; Belgique,
1 BF ; Canada, 10 c. ; Espagne, 100 pes. ; France,
1 FF ; Grèce, 100 dr. ; Italie, 100 L. ; Japon,
100 ¥ ; Liban, 1 L. ; Norvège, 100 kr. ; Pays-Bas,
1 f. ; Portugal, 100 esc. ; Royaume-Uni, 10 s. ;
Suisse, 1 fr. ; U.R.S.S., 100 r. ; Venezuela, 10 s. d. d. d.
Tarif des abonnements page 27
N° 1000 DES ÉDITIONS
2507 PARIS — COURTES 29
C.C.T. 6207-23 Paris
Ventes Paris n° 88972
Tél. : 244-72-23

Les émeutes raciales s'étendent en Afrique du Sud Le Liban et le conflit israélo-arabe dominent les entretiens franco-syriens

La logique
de l'« apartheid »

L'explosion de violence qui se poursuit depuis mercredi en Afrique du Sud, et qui a déjà fait plus de cinquante morts, a été bien annoncée. Malgré une certaine « libération » du régime, la violence n'a cessé de s'intensifier. Les émeutes raciales, et les émeutes de l'apartheid de couleur, se poursuivent. Les émeutes raciales, et les émeutes de l'apartheid de couleur, se poursuivent. Les émeutes raciales, et les émeutes de l'apartheid de couleur, se poursuivent.

Cinquante-huit morts à Soweto

Les émeutes qui ont éclaté le 16 juin en Afrique du Sud ont pris, en quarante-huit heures, des proportions inquiétantes pour le gouvernement de Pretoria. Elles ont fait cinquante-huit morts et plus de huit cents blessés, selon des chiffres officiels publiés vendredi matin, et elles s'étendent, après Soweto, à plusieurs villes noires : Alexandra, près de Johannesburg ; Kapa, au nord de Pretoria, ainsi qu'à l'université de Zululand, près de Durban. Au Cap, le premier ministre, M. Vorster, est resté silencieux au cours de la séance du soir du Parlement durant laquelle le ministre de la Justice a proclamé son intention de « maintenir l'ordre et faire respecter la loi ». Le ministre des Affaires étrangères, M. Botha, a déclaré que le gouvernement ne pouvait pas intervenir dans les émeutes raciales, et qu'il était de son devoir de maintenir l'ordre et de faire respecter la loi.

L'évacuation des Occidentaux s'organise à Beyrouth

Arrivé jeudi après-midi 17 juin, à Paris, le président Assad a eu, ce vendredi matin, un second entretien en tête à tête avec M. Giscard d'Estaing, suivi d'un déjeuner offert par M. Chirac et d'une conversation élargie, en présence des ministres et experts, à l'Élysée. Il recueillait dans la soirée le président de la République, M. Valéry Giscard d'Estaing, pour le conduire à l'aéroport de Beyrouth, où il se rendra pour assister à la cérémonie de la signature de la paix.

Le Liban, où les combats ont encore fait jeudi 17 juin plusieurs dizaines de morts, le départ des étrangers s'organise. A la suite de l'assassinat de l'ambassadeur des États-Unis à Beyrouth, le président Ford a décidé que les ressortissants américains désirant quitter le pays seraient évacués par convois routiers, sans qu'il soit fait appel à l'armée américaine. D'autre part, un convoi britannique a quitté Beyrouth vendredi, et les Français se préparent à en évacuer deux vers Damas.

Convergences et équivoques

Les omelettes, les propos elliptiques, tout autant que les prises de position explicites que l'on relève dans les discours prononcés le jeudi 17 juin par MM. Giscard d'Estaing et Assad, mettent en valeur la large entente entre les deux chefs d'État, mais aussi certains points de discordance.

Le rôle de la France
En ce qui concerne le rôle que jouera la France au Liban, M. Giscard d'Estaing est plus précis qu'il ne l'a été jusqu'à présent. Il précise qu'il assistera, en septembre, à la conférence de Genève ou à toute autre conférence, mais qu'il ne se rendra pas à Beyrouth. Il précise également qu'il assistera à la conférence de Genève ou à toute autre conférence, mais qu'il ne se rendra pas à Beyrouth.

Une ville bombardée

Dans le nord de la ville de Soweto, le 16 juin, les émeutes ont pris des proportions inquiétantes. Les émeutes ont fait cinquante-huit morts et plus de huit cents blessés, selon des chiffres officiels publiés vendredi matin.

Deontologie et fonction publique

Le devoir de réserve qui s'impose aux fonctionnaires français, en vertu de la loi de la déontologie, est-il toujours d'actualité ? C'est la question que se pose le ministre de l'Intérieur, M. Jean-Marie Le Goff, dans un discours prononcé à l'Assemblée nationale le 16 juin.

Le rôle de la France

En ce qui concerne le rôle que jouera la France au Liban, M. Giscard d'Estaing est plus précis qu'il ne l'a été jusqu'à présent. Il précise qu'il assistera, en septembre, à la conférence de Genève ou à toute autre conférence, mais qu'il ne se rendra pas à Beyrouth.

Les dirigeants agricoles paraissent assez satisfaits des aides gouvernementales

La deuxième phase de la conférence annuelle agricole, qui s'est déroulée le 17 juin à l'hôtel Monclaire, s'est terminée à trois heures. Les participants ont voté une résolution qui prévoit que le gouvernement français devra verser aux agriculteurs une aide de 12,62 millions de francs en 1976, et de 12,62 millions de francs en 1977.

Salon Chateaubriand

culs vachette anglaise
5 coloris
3 pièces : 5.920 F

Deontologie et fonction publique

Le devoir de réserve qui s'impose aux fonctionnaires français, en vertu de la loi de la déontologie, est-il toujours d'actualité ? C'est la question que se pose le ministre de l'Intérieur, M. Jean-Marie Le Goff, dans un discours prononcé à l'Assemblée nationale le 16 juin.

Le rôle de la France

En ce qui concerne le rôle que jouera la France au Liban, M. Giscard d'Estaing est plus précis qu'il ne l'a été jusqu'à présent. Il précise qu'il assistera, en septembre, à la conférence de Genève ou à toute autre conférence, mais qu'il ne se rendra pas à Beyrouth.

Les dirigeants agricoles paraissent assez satisfaits des aides gouvernementales

La deuxième phase de la conférence annuelle agricole, qui s'est déroulée le 17 juin à l'hôtel Monclaire, s'est terminée à trois heures. Les participants ont voté une résolution qui prévoit que le gouvernement français devra verser aux agriculteurs une aide de 12,62 millions de francs en 1976, et de 12,62 millions de francs en 1977.

Salon Chateaubriand

culs vachette anglaise
5 coloris
3 pièces : 5.920 F

Deontologie et fonction publique

Le devoir de réserve qui s'impose aux fonctionnaires français, en vertu de la loi de la déontologie, est-il toujours d'actualité ? C'est la question que se pose le ministre de l'Intérieur, M. Jean-Marie Le Goff, dans un discours prononcé à l'Assemblée nationale le 16 juin.

Le rôle de la France

En ce qui concerne le rôle que jouera la France au Liban, M. Giscard d'Estaing est plus précis qu'il ne l'a été jusqu'à présent. Il précise qu'il assistera, en septembre, à la conférence de Genève ou à toute autre conférence, mais qu'il ne se rendra pas à Beyrouth.

Les dirigeants agricoles paraissent assez satisfaits des aides gouvernementales

La deuxième phase de la conférence annuelle agricole, qui s'est déroulée le 17 juin à l'hôtel Monclaire, s'est terminée à trois heures. Les participants ont voté une résolution qui prévoit que le gouvernement français devra verser aux agriculteurs une aide de 12,62 millions de francs en 1976, et de 12,62 millions de francs en 1977.

Salon Chateaubriand

culs vachette anglaise
5 coloris
3 pièces : 5.920 F

Deontologie et fonction publique

Le devoir de réserve qui s'impose aux fonctionnaires français, en vertu de la loi de la déontologie, est-il toujours d'actualité ? C'est la question que se pose le ministre de l'Intérieur, M. Jean-Marie Le Goff, dans un discours prononcé à l'Assemblée nationale le 16 juin.

Le rôle de la France

En ce qui concerne le rôle que jouera la France au Liban, M. Giscard d'Estaing est plus précis qu'il ne l'a été jusqu'à présent. Il précise qu'il assistera, en septembre, à la conférence de Genève ou à toute autre conférence, mais qu'il ne se rendra pas à Beyrouth.

Les dirigeants agricoles paraissent assez satisfaits des aides gouvernementales

La deuxième phase de la conférence annuelle agricole, qui s'est déroulée le 17 juin à l'hôtel Monclaire, s'est terminée à trois heures. Les participants ont voté une résolution qui prévoit que le gouvernement français devra verser aux agriculteurs une aide de 12,62 millions de francs en 1976, et de 12,62 millions de francs en 1977.

Salon Chateaubriand

culs vachette anglaise
5 coloris
3 pièces : 5.920 F

Deontologie et fonction publique

Le devoir de réserve qui s'impose aux fonctionnaires français, en vertu de la loi de la déontologie, est-il toujours d'actualité ? C'est la question que se pose le ministre de l'Intérieur, M. Jean-Marie Le Goff, dans un discours prononcé à l'Assemblée nationale le 16 juin.

Le rôle de la France

En ce qui concerne le rôle que jouera la France au Liban, M. Giscard d'Estaing est plus précis qu'il ne l'a été jusqu'à présent. Il précise qu'il assistera, en septembre, à la conférence de Genève ou à toute autre conférence, mais qu'il ne se rendra pas à Beyrouth.

Les dirigeants agricoles paraissent assez satisfaits des aides gouvernementales

La deuxième phase de la conférence annuelle agricole, qui s'est déroulée le 17 juin à l'hôtel Monclaire, s'est terminée à trois heures. Les participants ont voté une résolution qui prévoit que le gouvernement français devra verser aux agriculteurs une aide de 12,62 millions de francs en 1976, et de 12,62 millions de francs en 1977.

Salon Chateaubriand

culs vachette anglaise
5 coloris
3 pièces : 5.920 F

Deontologie et fonction publique

Le devoir de réserve qui s'impose aux fonctionnaires français, en vertu de la loi de la déontologie, est-il toujours d'actualité ? C'est la question que se pose le ministre de l'Intérieur, M. Jean-Marie Le Goff, dans un discours prononcé à l'Assemblée nationale le 16 juin.

Le rôle de la France

En ce qui concerne le rôle que jouera la France au Liban, M. Giscard d'Estaing est plus précis qu'il ne l'a été jusqu'à présent. Il précise qu'il assistera, en septembre, à la conférence de Genève ou à toute autre conférence, mais qu'il ne se rendra pas à Beyrouth.

Les dirigeants agricoles paraissent assez satisfaits des aides gouvernementales

La deuxième phase de la conférence annuelle agricole, qui s'est déroulée le 17 juin à l'hôtel Monclaire, s'est terminée à trois heures. Les participants ont voté une résolution qui prévoit que le gouvernement français devra verser aux agriculteurs une aide de 12,62 millions de francs en 1976, et de 12,62 millions de francs en 1977.

Salon Chateaubriand

culs vachette anglaise
5 coloris
3 pièces : 5.920 F

Deontologie et fonction publique

Le devoir de réserve qui s'impose aux fonctionnaires français, en vertu de la loi de la déontologie, est-il toujours d'actualité ? C'est la question que se pose le ministre de l'Intérieur, M. Jean-Marie Le Goff, dans un discours prononcé à l'Assemblée nationale le 16 juin.

Le rôle de la France

En ce qui concerne le rôle que jouera la France au Liban, M. Giscard d'Estaing est plus précis qu'il ne l'a été jusqu'à présent. Il précise qu'il assistera, en septembre, à la conférence de Genève ou à toute autre conférence, mais qu'il ne se rendra pas à Beyrouth.

Les dirigeants agricoles paraissent assez satisfaits des aides gouvernementales

La deuxième phase de la conférence annuelle agricole, qui s'est déroulée le 17 juin à l'hôtel Monclaire, s'est terminée à trois heures. Les participants ont voté une résolution qui prévoit que le gouvernement français devra verser aux agriculteurs une aide de 12,62 millions de francs en 1976, et de 12,62 millions de francs en 1977.

PROCHE-ORIENT

et le séjour du président Assad à Paris

Le président de la République syrienne, M. Hafez el-Assad, a vu, vendredi 18 juin, un second entretien en tête à tête d'environ une heure et demie avec M. Giscard d'Estaing. Après une visite au central téléphonique des Tuileries, il devait être reçu à déjeuner par M. Chirac.

Dans l'après-midi, le programme du président syrien comporte un entretien élargi à l'Élysée, au cours duquel les deux présidents seront entourés de plusieurs ministres et experts, la présentation des membres du corps diplomatique et d'un dîner offert par M. Assad à l'hôtel Marigny, sa résidence, en l'honneur de M. Giscard d'Estaing.

Arrivé jeudi à Orly, le président Assad avait eu aussitôt un premier entretien en tête à tête, pendant une heure et quart, avec M. Giscard d'Estaing, tandis que M. Sauvagnargues recevait le ministre syrien des affaires étrangères, M. Khaddam, et que M. Barre, ministre du commerce extérieur, Mme Saunier-

Seïd, secrétaire d'État aux universités, et M. Roset, porte-parole du gouvernement, s'entretenaient chacun de leur côté avec leur homologue syrien.

Un dîner de cent cinquante couverts, à l'issue duquel Assad a prononcé un discours, a mis fin à la première journée de M. Assad à Paris. Y assistaient notamment le premier ministre, M. Sauvagnargues et M. François-Poncet, ministre et secrétaire d'État aux affaires étrangères, plusieurs autres mem-

bres du gouvernement. M. Gorse qui fut envoyé spécial du gouvernement français au Liban, de nombreux industriels et des personnalités diverses, comme l'acteur Jacques Fabrice.

Avant de recevoir M. Assad, le président de la République avait eu une conversation téléphonique avec le président égyptien Anouar el-Sadate, actuellement en visite officielle en Iran.

LES ALLOCUTIONS AU DINER DE L'ÉLYSÉE

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE : rien ne nous satisfait davantage que de constater que le concours de la France n'est pas nécessaire

Le président de la République, M. Valéry Giscard d'Estaing, a d'abord prononcé une allocution dans laquelle il a souligné l'importance de la coopération internationale et a déclaré que rien ne le satisfait davantage que de constater que le concours de la France n'est pas nécessaire.

Il a ensuite souligné l'importance de la coopération internationale et a déclaré que rien ne le satisfait davantage que de constater que le concours de la France n'est pas nécessaire.

LE PRÉSIDENT SYRIEN : notre initiative pour arrêter les combats répond aux demandes des Libanais et de l'O.L.P.

Le président syrien, M. Hafez el-Assad, a déclaré :

« Aussi bien en Syrie que dans la région du Liban, nous sommes convaincus que la paix et la stabilité ne peuvent être obtenues que par la coopération internationale et que rien ne nous satisfait davantage que de constater que le concours de la France n'est pas nécessaire.

« Notre initiative pour arrêter les combats répond aux demandes des Libanais et de l'O.L.P. Nous sommes convaincus que la paix et la stabilité ne peuvent être obtenues que par la coopération internationale et que rien ne nous satisfait davantage que de constater que le concours de la France n'est pas nécessaire.

LA VISITE DU CENTRAL «TUILERIES»

Une vitrine pour le monde arabe du matériel téléphonique français

Le président de la République syrienne, M. Hafez el-Assad, a vu, vendredi 18 juin, le central téléphonique installé sous le jardin des Tuileries. C'est le seul visite non politique que le général Assad a prévu durant son séjour à Paris.

Le central «Tuileries» est un équipement de pointe qui permet de communiquer avec les pays arabes. Il est installé sous le jardin des Tuileries, à Paris. C'est le seul visite non politique que le général Assad a prévu durant son séjour à Paris.



(Dessin de Planeta)

Nous n'avons d'autre but que de sauver le pays

« On a beaucoup parlé, dans de nombreuses capitales et dans de nombreux médias, de la nécessité de recourir à la conférence de Genève... Nous sommes convaincus que la paix et la stabilité ne peuvent être obtenues que par la coopération internationale et que rien ne nous satisfait davantage que de constater que le concours de la France n'est pas nécessaire.

«TRIBUNE JUIVE» : qui peut-elle acclamer M. Assad ?

Dans un éditorial consacré à la visite du président Assad et signé du directeur de la publication, le journal juif «Tribune» a déclaré que le général Assad est un homme d'État et que sa visite à Paris est une manifestation de la coopération internationale.

« Nous sommes convaincus que la paix et la stabilité ne peuvent être obtenues que par la coopération internationale et que rien ne nous satisfait davantage que de constater que le concours de la France n'est pas nécessaire.

« Nous sommes convaincus que la paix et la stabilité ne peuvent être obtenues que par la coopération internationale et que rien ne nous satisfait davantage que de constater que le concours de la France n'est pas nécessaire.

A L'ARRIVÉE A ORLY

M. GISCARD D'ESTAING : nos deux pays se sentent directement concernés.

Accueillant son hôte, jeudi 17 juin, M. Giscard d'Estaing a souligné que les deux pays se sentent directement concernés par la situation au Liban et a déclaré que rien ne les satisfait davantage que de constater que le concours de la France n'est pas nécessaire.

M. ASSAD : nous avons accompli notre devoir national.

Dans sa réponse, le président Assad a exprimé sa haute appréciation de l'intérêt que le peuple français porte aux événements du Liban et a déclaré que rien ne les satisfait davantage que de constater que le concours de la France n'est pas nécessaire.

Ecole des Attachés de Direction EAD

L'EAD vous rend opérationnel. L'EAD vous offre une formation économique de base et vous propose, en outre, cinq domaines de spécialisation : Gestion financière, Gestion du Personnel, Élaboration du Budget et Distribution, Publicité et Relations publiques.

« Nous sommes convaincus que la paix et la stabilité ne peuvent être obtenues que par la coopération internationale et que rien ne nous satisfait davantage que de constater que le concours de la France n'est pas nécessaire.

« Nous sommes convaincus que la paix et la stabilité ne peuvent être obtenues que par la coopération internationale et que rien ne nous satisfait davantage que de constater que le concours de la France n'est pas nécessaire.

« Nous sommes convaincus que la paix et la stabilité ne peuvent être obtenues que par la coopération internationale et que rien ne nous satisfait davantage que de constater que le concours de la France n'est pas nécessaire.

« Nous sommes convaincus que la paix et la stabilité ne peuvent être obtenues que par la coopération internationale et que rien ne nous satisfait davantage que de constater que le concours de la France n'est pas nécessaire.

AFRIQUE

République Sud-Africaine

Les émeutes raciales s'étendent

(Suite de la première page.)

M. Buthe a demandé à M. Vorster de faire une « table ronde » de dirigeants blancs et noirs pour examiner la cause des troubles et discuter de l'avenir du pays. Toutefois, le premier ministre attribue les émeutes aux « menées communistes ».

« Vous, les Blancs, pouvez-vous vous entendre ? Voulez-vous vous entendre ? Ou devez-vous vous entendre ? Ou devez-vous vous entendre ? » Ces mots, prononcés d'une voix anglophone, ont été ceux de l'église anglicane de Johannesburg, le révérend Desmond Tutu, devant un groupe de journalistes.



(Dessin de CHENEZ.)

et publié jeudi par toute la presse, ont pris une actualité brûlante. Alors que la police et les forces de l'ordre affrontaient les émeutiers, des manifestations hostiles à la politique du pouvoir, ont été remarquées des étudiants blancs de l'université de Witwatersrand, se défilant dans les rues de Johannesburg. Les Sud-Africains blancs se sont réveillés en vendredi matin en redoutant que ces émeutes ne soient ce qu'ils attendaient depuis longtemps : une explosion de violence violente et de terreur qui peut faire voler en éclats le fragile équilibre des relations raciales. Dans les milieux politiques, on craint que le pays ne soit à la veille d'un désastre au moment où naissait l'espoir qu'un règlement international dans lequel le politique et l'économique se tenaient centésime d'un quart de siècle. M. Alan Paton, romancier célèbre et dirigeant libéral, nous décrivait récemment : « Je pense que M. Vorster peut concevoir étonnamment ce qui doit être fait en Afrique du Sud. Mais psychologiquement il ne peut pas y recourir. Ce doit être psychologiquement insurmontable pour un Africain d'abandonner la longue

L'O.U.A. dénonce les « assassinats d'innocentes victimes »

Les événements de Soweto ont suscité de nombreuses réactions :

« M. KURU VALDEBERG, secrétaire général des Nations unies, a fait savoir qu'« il déplorait les pertes de vie humaines nombreuses » : « La tension et l'agitation continuées en Afrique du Sud, a-t-il ajouté, soulignent une nouvelle fois la nécessité de mettre fin à la politique d'apartheid et de discrimination raciale ».

« L'ORGANISATION DE L'UNITÉ AFRICAINE (O.U.A.) dénonce, dans un communiqué, les répressions inhumaines et les assassinats d'innocentes victimes ». Elle souligne que « la force des armes ne peut pas régler la marche de la libération en Afrique du Sud et invite la communauté internationale à condamner sans réserve le régime de l'apartheid ».

« Le gouvernement britannique a exprimé ses regrets à l'égard des événements d'Afrique du Sud, a déclaré un porte-parole du Foreign Office. Le gouvernement britannique a exprimé ses regrets à l'égard des événements d'Afrique du Sud, a déclaré un porte-parole du Foreign Office. Le gouvernement britannique a exprimé ses regrets à l'égard des événements d'Afrique du Sud, a déclaré un porte-parole du Foreign Office.

« STOCKHOLM. M. Olof Palme, premier ministre suédois,

Blancs est, bien entendu, de reprendre le contrôle de la situation. Ils ont les moyens. La police et l'armée sont fortes, très bien équipées et une attention toute particulière a été portée à l'organisation d'unités anti-émeutes. Mais ces moyens ne suffiront pas toujours.

a exprimé « sa colère et son désapprobation » à l'initiative de la police sud-africaine d'ouvrir le feu sur une manifestation pacifique de jeunes qui s'exprimaient d'abord de la brutalité dans une société injuste ».

« EN ALLEMAGNE FEDERALE, le parti social démocrate (SPD) a condamné en ces termes la politique sud-africaine : « Nous souffrons avec les Noirs d'Afrique que le gouvernement sud-africain pourrât une politique qui opprime la majorité du peuple et tolère une discrimination raciale incompatible avec notre conception des droits de l'homme ».

« A MOSCOW, l'agence Tass, dans un communiqué, estime que « les milliers de personnes éliminées ces dernières années par l'apartheid ».

« A PARIS, l'Association française d'amitié et de solidarité avec les peuples d'Afrique (A.F.A.S.A.) et le Mouvement contre le racisme et pour le rassemblement ont appelé à une manifestation le 21 juin à 17 h. 30 devant l'ambassade d'Afrique du Sud.

Algérie

Le débat sur la Charte nationale a mobilisé tout le pays pendant un mois

De notre correspondant

Le président Boumedienne a ouvert jeudi 17 juin, au Palais des Nations à Alger, la conférence nationale consacrée au projet de charte nationale, dont le texte doit être définitivement arrêté.

Participent à cette conférence, outre les membres du Conseil de la révolution et du gouvernement, les responsables du parti et de l'Etat et les représentants des organisations de masse.

Alger. — La commission de la charte nationale met au point le projet définitif qui sera soumis à référendum le 1er juillet en tenant compte d'une centaine de rapports de synthèse présentés par les commissions des tranches et des wilayates, les organisations de masse dépendant du parti, les sociétés nationales, ainsi que des nombreux opinions émises dans la presse. En attendant d'examiner les modifications qui auront été apportées à l'avant-projet, nous nous sommes penchés sur les débats qui ont mobilisé tout le pays le mois de mai et du 30 mai pendant plus d'un mois.

La discussion ouverte, le ton tria libre, voire audacieux — les piliers de la charte nationale du parti ont tenu de représenter les choses en main pour ne pas être déstabilisés — ont montré que les Algériens ont conscience de leur esprit critique et qu'ils s'intéressent passionnément à la chose publique.

Le débat a aussi prouvé que de nombreux citoyens, surtout parmi les jeunes, souhaitent participer à la rénovation du P.R.A. et en faire un véritable parti d'avant-garde. Mais ces militants en puissance ne se concentreront pas du rôle de fonctionnaires appointés ou de simples courroies de transmission. Ils s'engageront que si les ob-

jectifs idéologiques sont clairement définis et si des garanties sont données quant à leur réalisation.

En dépit de quelques réprimandes de certains personnalités, le débat a été de bonne tenue. C'est la première fois depuis l'indépendance que le peuple algérien a été convoqué à se prononcer sur son passé, son présent et son avenir.

L'option socialiste a été approuvée par la très grande majorité. Mais les Algériens qui sont intervenus dans le débat ont, dans leur ensemble, dénoncé quelques lacunes de la politique de développement. Si l'on tient compte d'une partie du titre III (des grands axes de l'évolution du socialisme) c'est pris de la moitié du document qui est consacré à la réforme de l'Etat, et de la politique étrangère est traitée en treize pages.

Quant à la question de la socialisation de la production (qui traite de l'islam et de la femme), elle a été traitée par le parti et l'Etat.

Quatre tendances se sont dégagées à propos de l'islam. Les premières, représentatives des marxistes et des hommes de gauche, ont demandé la suppression de l'islam, mais ils ont évité de le dire pour ne pas être déstabilisés ; pour les autres, la religion relevait de la loi dans la politique ; pour les autres, la religion relevait de la loi dans la politique ; pour les autres, la religion relevait de la loi dans la politique.

Nombre d'orateurs, kabyles et arabes, ont regretté que le marxisme ne soit pas seulement une philosophie mais une religion. On cite souvent cette phrase du penseur Ben Badis : « L'islam est ma religion, l'arabe est ma langue, l'islam mon religion, mais on oublie que l'arabe est une langue, l'islam mon religion, mais on oublie que l'arabe est une langue, l'islam mon religion, mais on oublie que l'arabe est une langue.

langue arabe et la religion musulmane ». La lutte contre un régionalisme anachronique et le renforcement du sentiment national seront plus efficaces si les « apports de toutes sortes » sont ouvertement reconnus. Ruser avec les réalités ne peut que faire naître d'inutiles frustrations et alimenter des malaises ont expliqué en substance nombre de participants.

Pour ce qui est du présent, les sujets abordés ont foisonné. Beaucoup ont trouvé disproportionnée la répartition des mandats entre les deux chambres de l'Assemblée nationale.

Quant à la question de la socialisation de la production (qui traite de l'islam et de la femme), elle a été traitée par le parti et l'Etat.

Quatre tendances se sont dégagées à propos de l'islam. Les premières, représentatives des marxistes et des hommes de gauche, ont demandé la suppression de l'islam, mais ils ont évité de le dire pour ne pas être déstabilisés ; pour les autres, la religion relevait de la loi dans la politique ; pour les autres, la religion relevait de la loi dans la politique ; pour les autres, la religion relevait de la loi dans la politique.

Les rapports entre le parti et l'Etat

Le projet de charte nationale pour l'avant-projet à la femme et à des préoccupations qui intéressent au premier chef, c'est l'union de la société social ou de l'espacement des naissances, puis la question de l'Union nationale des femmes algériennes. Les femmes algériennes, les militantes, ont été déçues par la détermination du projet de charte nationale. Elles ont participé aux réunions publiques, mais elles ont été déçues par la détermination du projet de charte nationale. Elles ont participé aux réunions publiques, mais elles ont été déçues par la détermination du projet de charte nationale.

Les rapports entre le parti et l'Etat ont donné lieu à l'examen du plus large et sans doute le plus fécond. La majorité a affirmé la prééminence du parti, qui doit jouer un triple rôle de conception, d'orientation et de contrôle. Certains ont jugé qu'il suffisait de procéder à une sorte de réévaluation de l'initiative d'hommes nouveaux devant redonner sa vitalité au P.R.A. Les plus militants ont été d'un avis différent.

A leurs yeux, une véritable réorganisation suppose à la fois l'élimination des tâches, des parasites et des structures, une plus grande liberté de l'individu et des objectifs du parti, et la volonté d'entreprendre une action continue de longue haleine ayant sa propre dynamique.

Les principes sur lesquels repose la double révolution industrielle et agricole n'ont pas été mis en cause, mais des modalités d'application ont été souvent critiquées. Le « bas » a permis de reproduire des techniques d'être oubliées par la technologie importée, et de négocier, par contrepoint, le rôle local, sa créativité, son esprit d'initiative.

La gauche a regretté que les questions concernant le type de société à édifier n'aient pas été plus approfondies. A travers les échanges et les polémiques, trois questions fondamentales ont été posées : la révolution socialiste s'agit-elle pour un objectif un développement intensif pour tenter de rattraper le retard de la civilisation ?

Le bouillonnement d'idées qui est produit depuis la large participation de la population, la vigueur des contestations qui se sont exprimées au sujet des privilèges, de la corruption, de l'arrogance ou de l'absence de certains responsables, ont évidemment provoqué une réaction d'auto-critique chez ceux qui étaient les plus visés ou les plus vulnérables. Certains flous de synthèse publiés ont paru très en deçà du ton général. Pourrait-il être permis de comprendre pas que le texte qui lui sera soumis ne soit pas à la mesure des espoirs soulevés par le débat. — P. B.

IL Y A SEIZE ANS A SHARPEVILLE

Le 21 mars 1960, le Congrès panafricain, organisation nationaliste noire qui comptait alors une trentaine de milliers de membres, lançait une campagne contre les restrictions imposées aux déplacements des Noirs d'Afrique du Sud. Ceux-ci étaient invités à laisser chez eux leur « pass » — carte d'identité dont un Noir ne doit jamais se séparer — et à aller se faire arrêter de leur plein gré, le plus proche commissariat de police en se rendant à leur travail.

Dans plusieurs villes d'Afrique du Sud, le même jour, des manifestations étaient organisées. Dans le Transvaal du centre, à Vereeniging et à Sharpeville, deux villes noires, — la police, se lançant à l'assaut, tuèrent les manifestants. Il y eut seize morts. Quelque temps plus tard, le gouvernement de M. Vorster annula l'abolition des passeports pour les Noirs et déclara l'état d'urgence. Il n'a plus osé que quelques mois pour rétablir le passeport de « pass » qui est toujours en vigueur.

A ses lecteurs qui vivent hors de France

Le Monde

présente une

Sélection hebdomadaire

Ils y trouveront une sélection des informations, commentaires et critiques parus dans leur quotidien. Numéro spécimen sur demande.

JUSQU'AU 26 JUIN SUR TOUS LES VEHICULES EUROCASION TÈRE MENSUELLE APRES LES VACANCES*

- ★ DES VOITURES D'OCCASION DE TOUS LES PAYS A TOUS LES PRIX
- ★ CREDIT EXPRESS
- ★ REPRISE EXCEPTIONNELLE ET INSTANTANEE DE VOTRE VOITURE
- ★ GARANTIE SPECIALE EUROCASION 6 ETOILES**

Il y a près de 70 centres Eurocasion à Paris et dans la Région Parisienne.



PARCE QUE BEAUCOUP DE GENS N'ONT PAS BESOIN D'UNE VOITURE NEUVE

* 1^{er} mensualité 3 mois après acceptation du dossier.
** Stipulée à des véhicules sélectionnés.

Des Fra

Des Fra... (The rest of the page content is illegible due to extreme blurriness and low resolution.)

POLITIQUE

Les députés refusent l'exonération du napoléon et décident que la moitié

Les députés ont mis un point final à l'examen des modalités d'application du projet d'imposition des plus-values. Reste que le principe même de cette imposition n'a pas encore été approuvé, l'article premier qui le pose ayant été réservé à l'Assemblée nationale l'examen mardi 22 juin, de même que l'amendement de M. Bignon — cette « épée de Damoclès » — dont l'adoption aboutirait à effacer pratiquement deux semaines de travail parlementaire, puisqu'il confie à un comité le soin d'étudier les dispositions d'une imposition sur les profits spéculatifs et sur les enrichissements sans cause.

Si le ministre de l'économie et des finances s'estimait satisfait de voir — maintenant l'architecture générale du texte — un terme à la séance de nuit, dans les couloirs du Palais-Bourbon, il n'en soulignait pas moins la nécessité qu'il aurait à procéder à une seconde délibération. Totale ou partielle ? M. Fourcade s'est contenté d'indiquer qu'il s'agit d'un comité à la semaine prochaine, sous l'angle de la « cohérence », les modifications votées.

A celles déjà apportées sont venues s'en ajouter d'autres non moins nombreuses, non moins importantes que les précédentes.

Ainsi malgré le soutien apporté un instant au gouvernement par les députés de l'opposition et — il est vrai — quelques représentants de la majorité, M. Fourcade n'a pas réussi à empêcher une réduction de 50 % dans le calcul de l'impôt sur les plus-values mobilières. En revanche, il n'a pu que se réjouir du refus d'exonérer le napoléon manifesté par les députés, ce qui, a-t-il souligné, rapporterait environ 80 millions à l'Etat.

ANNE CHAUSSEBOURG.

Le Parlement adopte le collectif budgétaire 1976

Jeudi 17 juin, l'Assemblée nationale examine les conclusions du rapport de la commission mixte paritaire sur les six articles restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1976.

M. PAPON (U.D.R.), rapporteur, indique que la commission a adopté la réduction du Sésat pour quatre de ses articles (les articles 2, 5, 6 et 7) ; la réduction de 30 % dans d'habitation dans les communes urbaines elle a adopté le texte du Sésat en tenant toutefois le compte de date prévu pour les communes urbaines (1^{er} janvier 1978) aux districts à fiscalité propre.

A l'article 7, qui incite la valeur du droit de classe dans le calcul de la valeur locative servant de base à la taxe foncière des propriétés non bâties, la commission a également adopté le texte du Sésat, mais en excluant du champ d'application de la disposition nouvelle, d'une part les terres appartenant à des communes et, d'autre part, celles pour lesquelles le droit de classe ne fait pas l'objet d'une location effective.

M. FOURCADE, ministre de l'économie et des finances, exprime son accord et annonce à cette occasion que le montant de la régularisation du V.B.T.E. (taxe sur les salaires) pour l'exercice 1975 sera de 1 milliard

80 millions de francs, soit un crédit supplémentaire de 770 millions au profit des collectivités locales qui s'ajoute aux 600 millions du Fonds d'équipement, soit un total de 1 370 millions de francs. Dans la discussion générale M. FOURCADE (P.S.) dénonce les réductions de crédit opérées par le collectif, insistant sur la gravité de l'opération, et du chômage, et évoque le problème des finances des collectivités locales. Il relève à ce sujet qu'il manquera 600 millions de francs pour que les communes du gouvernement soient tenues. A ces maîtres en ont assez, conclut-il avant d'annoncer que son groupe votera contre le collectif.

M. PAPON souhaite une meilleure répartition des charges entre les collectivités locales et l'Etat. M. FOURCADE reconnaît la nécessité d'un prochain débat sur la répartition des charges et des crédits. L'Assemblée adopte le texte de la commission mixte paritaire (l'opposition votait contre), voté également jeudi par le Sénat, par 183 voix contre 88. M. MONROY (C.N.R.), rapporteur général, un avis approuvé les dispositions.

A la demande du gouvernement,

LE P.C.F. SAIST LA COMMISSION DES LIBERTES DE LA SITUATION DANS LES ENTREPRISES

M. Paul Laurent, membre du bureau politique du P.C.F., député de Paris, et plusieurs de ses collègues communistes ont adressé, jeudi 17 juin, à M. Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale et président de la commission spéciale des libertés, une lettre dans laquelle ils expriment que le problème des libertés dans l'entreprise est grave, ample, et réclame une action d'urgence.

« Devant ce qui fait bien appeler l'urgence la fin de non-recevoir opposée à notre proposition d'enquête sur place par les commissaires de la majorité parlementaire, ajoutent les parlementaires, nous nous sommes adressés à la presse et nous, en outre de laquelle traite les problèmes (syndicats, cadres, fonctionnaires, enseignants, femmes et hommes, Français et étrangers) ont rencontré comment dans les entreprises la liberté était, sous de multiples formes, déformée aujourd'hui. »

« Tout cela justifie notre demande que la commission des libertés se rende dans certaines entreprises et administrations pour constater les atteintes aux libertés. »

A la demande du gouvernement,

il est précisé que l'option exercée par l'ensemble du portefeuille acquis avant l'entrée en vigueur de la loi. Ces amendements portent en outre sur les contribuables d'opter, à compter de la dernière année de possession des titres, pour un régime d'imposition ne retenant dans les bases de l'impôt que la moitié de la plus-value réalisée sur les valeurs mobilières à revenu variable ou sur obligations.

M. FOURCADE oppose à cette dernière disposition (M. COTY y voit « un principe extraordinaire ») qu'il propose de supprimer. L'Assemblée s'y refuse par 297 voix contre 294 sur 466 votants. Le scrutin public avait été demandé par M. Labbé, président du groupe U.D.R.

Un scrutin public, demandé par le groupe socialiste, l'Assemblée adopte l'amendement de la commission par 286 voix contre 181 sur 476 votants.

Une longue discussion s'engage ensuite au sein de la commission insistant sur le principe d'un amendement : « Les principes généraux servent de base à la situation dans les entreprises après d'un intermédiaire après un compte rendu par des représentants en espèces, par des

apports d'actions ou par des apports d'obligations cotées en bourse. Il est soumis à un régime d'imposition pluriannuel.

« Le calcul d'entrée des titres est fixé, soit d'après le prix d'acquisition soit selon le cours en bourse au moment de l'option de la loi.

« Les retenues de titres ou les retenues d'espèces autres que ceux qui représentent des dividendes ou intérêts constituent la constitution d'une plus-value nette ou d'une moins-value nette. Cette plus-value ou cette moins-value est calculée par différence entre le montant des titres au jour du retrait et celle des versements et apports rétroactifs en fonction de l'évolution monétaire.

« Les plus-values des titres figurent dans le compte spécial d'imposition et ne sont pas imposables tant qu'elles sont réinvesties dans le compte. Elles ne le sont qu'à leur sortie de ce compte et à un taux forfaitaire qui varie selon la durée de la situation du contribuable sur l'échelle de l'impôt sur le revenu. L'amortissement pour durée de détention est applicable à la somme des plus-values et des moins-values. L'amortissement pour durée de détention est applicable à la somme des plus-values et des moins-values.

A l'Assemblée

Assemblée nationale

des plus-values mobilières

En séance de nuit, sous la présidence de M. BECK (P.S., Centre), l'Assemblée nationale a examiné l'article 9 instituant une taxe de 4 % sur le montant des ventes de valeurs mobilières et, lorsque leur montant dépasse 10 000 F, sur les ventes de bijoux, d'objets d'art, de collection et d'antiquités.

Les députés repoussent tout d'abord un amendement de suppression de l'article soumis par M. DUPONT (P.S., Gauche) qui souhaitait que toutes les plus-values soient soumises à un régime commun de taxation et que les régimes particuliers, notamment ceux prévus par cet article, soient supprimés.

M. FOURCADE explique que le choix s'est porté sur une taxe forfaitaire de 4 % libératoire de l'impôt sur les revenus à l'entrée d'impôt de retenir dans les complications entrainées par les régimes de taxation à déjà examinés et qui concernent les plus-values mobilières et les valeurs mobilières.

M. MARITTE (U.D.R., Centre) défend un amendement adopté en commission, qui supprime l'impôt sur les plus-values et les plus-values d'impôt de retenir dans les complications entrainées par les régimes de taxation à déjà examinés et qui concernent les plus-values mobilières et les valeurs mobilières.

M. FOURCADE reconnaît que cet amendement revient à l'application de l'article 10 du projet de loi, il l'accepte et propose d'autoriser les clubs d'investissement à bénéficier également du régime du compte spécial.

Pour M. PAPON, cette formule est une incitation commerciale à la spéculation et favorise l'investissement et l'épargne. M. FOURCADE reconnaît que cet amendement revient à l'application de l'article 10 du projet de loi, il l'accepte et propose d'autoriser les clubs d'investissement à bénéficier également du régime du compte spécial.

Après que le ministre ait pris acte de ces remarques, et après l'adoption de l'article 9, M. PAPON (U.D.R., Centre), rapporteur général, propose de ramener de 4 à 2 % le taux de la taxe, car, note-t-il, les transactions se déroulent à l'abri des ventes sont déjà frappées d'une taxe de 16 %. Un taux de 2 % risque, selon lui, d'inciter les acheteurs à décrire le marché parisien.

M. FOURCADE se déclare hostile à cette modification mais favorable à l'adoption d'un amendement de la franchise dont bénéficient les clubs d'investissement.

M. FOURCADE, favorable à l'amendement de la commission, relève que « cette taxe ne s'appliquera que sur les ventes publiques ou enchères sur lesquelles pleins de droits d'enregistrement représentent 7 % de la totalité de prix de vente et enlève » ou commerce français d'objets d'art tous capables concernés. A son tour, M. MARITTE (U.D.R., Centre) soutient l'amendement.

La fête de l'été jusqu'au 24 juin.

tee-shirt imprimé, 100 % coton le 2 à 6 ans 12,50 f

bermuda madras 100 % coton le 6 à 16 ans 35 f

parasol Ø 180 cm inclinable uni avec galon 65 f

tee-shirt, 100 % coton 9 f

jupe, 100 % coton 30 f

espadrilles salomé 9 coloris 50 f

lunettes, verres trempés filtrants, bordure plastique bleu, blanc, rouge 15 f

valise, osier blanc naturel 35 f

robe, 65 % polyester, 35 % coton le 6 à 16 ans 35 f

tee-shirt, 100 % coton 25 f

bain de soleil, 100 % coton 35 f

short, 100 % coton 50 f

vélo "galia" 3 vitesses 420 f

cloche, coton à pois 20 f

Nos prix arrivent au bon moment.

Galerias Lafayette

HAUSMANN-MONTPARNASSE-BELLE EPINE

Oubliez

c'est map ch



حکومتی الامم

des plus-values mobilières sera prise en compte dans le calcul de l'impôt

reunir les Deux-Sèvres, ainsi que vouloir discuter du VII^e Plan (les 22 et 23 juin) et à la sauverne n'est pas sérieux », il déclare que, pour lui, la sauverne n'est qu'un jeu d'enfant, l'important est d'obtenir le soutien des parlementaires, l'importance du Plan n'a aucune importance, mais celle des députés, comme il le dit, est la sauverne, donc en deux jours sans question qui va déterminer la vie de la nation pendant cinq ans.

M. Francis Sanford démissionne

PROLONGATION DU DEMI-ENTRACTE

la protection de la nature. Sur l'initiative du rapporteur, M. VAL-LON (non-inscrit, Rhône), un amendement a été voté, qui précise les conditions de la chasse aux ciseaux d'élevage. — A. G.

c'est trop cher, trop bruyant, trop pollué.

... ..

Vivez plutôt à Parly 2

c'est très proche, très vert, très organisé.

Partly 2

Les appartements-modèles

11
sont ouverts tous les jours
de 10 à 20 heures

Renseignements :

Tél. 954.54.54

Antoronte de l'Onest, deuxième sortie

et à gauche sur la N 184.

Quelques appartements livrables rapidement.

voyez ce bon ou votre can-
tean CPH, av. Charles-de-G

Parly2,78150Le Chesnay

part, use documentation PARLY.

RESSE

TEL. _____

10

Le Monde du TOURISME et des LOISIRS

Les difficultés d'« un autre Portugal »

LA RÉVOLUTION dans la course aux devises

Si le tourisme est rarement au centre des préoccupations des États, il n'en demeure pas moins révélateur de leurs orientations politiques : selon qu'il est sélectif ou social, de masse ou diversifié, il indique clairement les choix des gouvernements. Au Portugal, sous Salazar, les infrastructures du luxe étaient concentrées dans quelques régions — au Sud, dans l'Algarve notamment. On voulait alors attirer une clientèle aisée et de comportement « subversif ». Le régime offrait une hôtellerie de haut standing, qui nécessitait un personnel nombreux, en profitant du bas niveau des salaires.

Depuis le 25 avril 1974, beaucoup d'eau a coulé sous les ponts du Tage. Mais les équipements touristiques de l'ancien régime demeurent et, d'une manière ou d'une autre, il faut les rentabiliser. Cela ne se passe sans difficultés. Comment, en effet, commercialiser une hôtellerie de luxe quand les salaires ont augmenté considérablement ? Le salaire minimum est actuellement dans le secteur hôtelier de 6 000 escudos par mois. Comment proposer des idées de progrès et de développement des établissements quand le chômage et la concurrence viennent en partie de ce régime fort lent, à distance respectable des touristes, les Portugais et leurs problèmes ? Pourtant, de la révolution au Portugal, on peut attendre en partie l'avènement d'un pays.

Le tourisme est devenu en effet l'un des secteurs essentiels du Portugal. Il a rapporté l'an dernier plus de 400 millions de dollars et fait vivre plus de cent mille personnes. C'est le secteur importateur de devises et, d'un régime fort lent, à distance respectable des touristes, les Portugais et leurs problèmes ? Pourtant, de la révolution au Portugal, on peut attendre en partie l'avènement d'un pays.

Les pays troubles

Au cours de l'année 1975, il y a eu, d'après les statistiques de la direction générale du tourisme portugais, 25 % de visiteurs de moins en moyenne. Espagnols, Anglais, Américains ont déserté le pays. La presse internationale donnait du Portugal une image plutôt décolorée.

Aussi les responsables du tourisme se voient-ils aujourd'hui réalistes avant tout. « Les gens n'ont pas, en vacances, de préférence politique. Ils désirent seulement

éviter les pays « troubles », explique M. Manuel Rocha, directeur des études et du tourisme. Pour lui, le seul avantage évident du tourisme est de rapporter des devises. « Il ne s'agit, pour l'instant, que d'une politique du court terme », explique le ministre du commerce extérieur et du tourisme, M. Jorge Caramelo, « par le suite, nous réorienterons le secteur en le diversifiant, mais il faut d'abord stabiliser ce qui existe et terminer ce qui a été commencé ».

A la direction générale, on voit ainsi tout en œuvre pour effacer les « mauvais souvenirs » de l'an dernier. Les slogans « La liberté s'est contournée » a été remplacé par « Un autre Portugal » sans ambiguïté, plus rassurant aussi. Aux Etablissements, on a lancé dans les écoles un grand concours pour « sensibiliser » les enfants et leur apprendre à aimer le pays. On vend le soleil à pleine royauté, et là où l'on dormait on voyait des chaises et des tables on affiche à présent des tableaux. On construit deux mille cinq cents lits pour l'immédiat. Le Club Méditerranée est arrivé. Déjà on enregistre en avril une augmentation des visiteurs de 41 % par rapport à l'an dernier, et l'on s'attend raisonnablement pour l'ensemble de l'année à des chiffres de 1974. Des raisons donc d'être optimiste malgré les obstacles, conséquences des écarts sociaux ou de la décolonisation.

Pour gagner la bataille

Dans l'urgence de l'été — entre des devises —, on s'empresse d'ailleurs d'oublier les expériences de l'an dernier : que tentatives d'un tourisme « différent » qu'on condamne d'ailleurs, parce qu'elles n'ont pas été immédiatement rentables. On avait alors passé des contrats avec les syndicats des divers pays d'Europe pour les vacances des travailleurs. Europe et Travail avait retenu jusqu'à trente mille lits, des associations et des mouvements organisaient des voyages touristiques-pédagogiques, et le régime assurait un véhicule comme le Musée des Carcasses. A même temps, les Portugais « essayaient » d'augmenter un peu partout dans l'hôtellerie et dans la restauration, les places d'accueil au peuple : les prix des chambres étaient si bas à cause de la crise qu'ils devenaient presque gratuits pour les ex-membres. Par les gels, on voulait installer des terrasses de camping...

Il ne reste aujourd'hui rien ou presque de ces espoirs et de ces succès. Mais les Portugais ont pris goût aux vacances et, grâce aux augmentations du salaire, le tourisme interne s'est développé depuis le 25 avril. Aussi, pour M. Francisco Pereira de Moura, ancien ministre du gouvernement Vasco Gonçalves, les gens qui avaient l'habitude de venir en Algarve au vendredi plus, « il ne peuvent accepter ce qui s'est passé au Portugal, dit-il. Il faut donc tout

de suite reconstruire le secteur. Le tourisme de luxe n'a plus de raison d'être au Portugal. Pour ce professeur d'économie à l'université, le tourisme n'est pas une menace : il est cause de la mort des prix, des déséquilibres régionaux. Il transforme rapidement les mœurs des habitants. On reproche surtout à M. de Moura d'être, alors qu'il était au gouvernement, rapporteur des propositions d'un « Le tourisme, c'est la prostitution du pays ». Une idée qui ne partage évidemment pas les dirigeants actuels.

On peut s'étonner cependant qu'un tel débat soit si souvent agité dans ce pays où l'on veut tout refaire, et l'on peut s'interroger sur ce que M. Jorge Caramelo veut dire quand il déclare : « Nous devons gagner la bataille du tourisme pour gagner la révolution ». Aussi, pour M. Teófilo Pereira, membre du MES (Mouvement de la gauche socialiste), la politique de tourisme est-elle un bon exemple de l'action du gouvernement provisoire qui cherche à s'intégrer dans le petit Europe capitaliste ».

Sortir des rails

Pouvait-on et même sortir des rails de ce problème si complexe ? Un véritable projet de tourisme dans l'intérieur du Portugal pouvait-il voir le jour, dans l'attente d'une réforme générale du secteur est tenu ? Seuls les travailleurs de la branche hôtelière ont fait des propositions au gouvernement ; elles n'ont pas été acceptées. Les ministres qui, sous Vasco Gonçalves, ont pris des initiatives audacieuses n'ont pas trouvé un appui populaire suffisant et passent aujourd'hui au nom des réalités, pour des idées.

Les dirigeants actuels donnent l'impression de ne pas vouloir s'écarter du schéma classique : tourisme = routes de devises. Mais, le Portugal qui sort à peine d'une ère de colonisation qui le laisse sous-équipé et affaibli devant une folle concurrence, se tourner vers l'extérieur pour trouver son équilibre économique ? La réponse peut bien résider dans ce problème si complexe. « Quant à moi », le élu très satisfait du régime politique du tourisme, Moura ne le pense pas. « Il n'est pas évident que rien ne soit changé : les touristes de luxe peuvent même aller ensemble, mais ce sera difficile à réaliser... comme la démocratisation du golf ».

CHRISTIAN COLOMBANI.

ÉTÉ 36

Été 36 : du jour au lendemain, des centaines de milliers de Français découvrent, que grâce aux congés payés, à côté du monde du travail, il en existe un autre : celui des vacances. Rien n'était préparé pour leur permettre de la découvrir, de l'imaginer même. Or, cette immense kermesse improvisée sur les routes, sur les plages, vers les parcs de province, dont ceux qui s'en souviennent parlent encore avec une lueur d'éblouissement dans les yeux. Une sorte de « scandale » ? Pour la première fois, on voyait les travailleurs pour ne pas travailler. Plus : on nommait un ministre pour apprendre aux Français à ne rien faire. Car il fallait leur apprendre.

Le mouvement était lancé. Qui aujourd'hui oserait contester le droit aux loisirs ? Ces loisirs qui ont permis d'inventer des plus florissantes industries du monde.

Victoire trop complète. Certains s'interrogent. N'est-ce pas, abrégé par le soleil d'été, les conquêtes sur la durée du travail et les congés payés (deux semaines) que trois et quatre, bientôt cinq, ont dû faire ? Qui faisait le véritable esprit de 36 : permettre ou plus grand nombre, et, finalement, à tous de découvrir dans la perspective de l'été une nouvelle occasion de se reconstruire par l'apprentissage ? La « récupération » n'est-elle pas devenue, à l'été, une affaire d'été ?

(Lire page 18.)

UNE ÎLE TROP REMUANTE

LA CORSE SUR LA LISTE D'ATTENTE

UN million de touristes, dont combien pour cent d'étrangers, ont séjourné en Corse en 1975. Soixante ans après la chute de l'île, on se demande si la Corse est prête à accueillir les visiteurs de l'étranger. A cette question que l'on se pose, il y a une certaine ambiguïté : en raison des événements mais plus encore en raison de l'isolement de l'île. Il est impossible d'apporter une réponse à la veille de l'ouverture de la grande saison.

On se posait la même question l'an dernier à la même époque : on a finalement constaté une augmentation de la fréquentation touristique de l'ordre de 7 %, en dépit de quelques annulations en septembre, après le drame d'Alitalia.

Les premières statistiques pour 1976, qui portent sur les mois de janvier à avril, font ressortir une augmentation de 11 % du trafic maritime et aérien. En mai, en revanche, la diminution est de l'ordre de 10 %, très inégalement répartie selon les régions. Elle

semble moins toucher le sud que le nord de l'île et la plaine orientale, où la clientèle allemande (un quart des étrangers en 1975) et suisse vient volontiers. Dans la région d'Alajolo, en effet, les congrès de printemps ont été plus nombreux que les années précédentes, ainsi que les voyages organisés en faveur du troisième âge.

Moins d'Allemands

Pour l'ensemble de cette période, le déplacement des vacances scolaires et celui des fêtes pascales ont certainement modifié les contrastes touristiques. A preuve, les achats de devises étrangères, qui accusent, pour le premier trimestre, une diminution de 17 %, « construction, l'été, souvent la Banque de France, très largement imputable à la dévalorisation du franc de la lire ».

En mai et juin, les étrangers sont moins nombreux. Le fait que, sur le continent, certaines régions proposent des locations meublées à des tarifs extrêmement bas inférieurs à ceux de l'hôtellerie insulaire, est sans doute à prendre en considération. Les perspectives estivales demeurent toutefois encourageantes. Pour juillet, certains hôtels sont complets et d'autres ne le sont pas encore. Pour août, tous les hôtels affichent pratiquement « complet ».

Quant à septembre, c'est une clientèle tout à fait différente qui débarque dans l'île : les réservations n'ont généralement lieu qu'au début de l'été. A la mi-juin, les réservations du Club Méditerranée, qui possède trois villages en Corse, sont inférieures de 20 % aux prévisions. Treize mille trois cents inscriptions contre quatorze mille cent l'an dernier à la même époque. « La baisse du pouvoir d'achat

autant que la poids des événements sociaux », explique M. Gilbert Trigano, « patron » du Club. Parmi les futurs « gentils membres », on relève beaucoup moins d'Allemands mais davantage d'Italiens.

La Financière Commun, qui commercialise un lotissement d'une centaine d'appartements près de Porto-Vecchio — le domaine de San-Cipriano — continue d'entretenir de « bons contacts » avec la clientèle et de nourrir de « bons espoirs ». Les responsables de cette société ne doutent pas que des ventes se concluront pendant la prochaine saison d'été.

Si l'est évident que le drame d'Alitalia, puis les manifestations de violence à Bastia, Ajaccio et Corte, ont pu, en 1975, laisser croire que la Corse était en état de siège ou vivait dans la guérilla, il est certain également que le procès Simeoni, venant après

la nuit du 5 mai dernier, au cours de laquelle une vingtaine d'habitants ont été tués par des combattants du Front national de libération (F.N.L.), a pu jeter le trouble dans les esprits. D'autant que les séquences télévisées et les titres alarmants de certains journaux ne sont guère, dans ces circonstances, une invitation au voyage.

Le malaise, pourtant, se dissipe dès que l'on pose le pied en Corse. Le soleil y brille de tous ses feux ; les plages sont déjà très fréquentées ; les forêts sont paisibles ; la montagne offre de splendides randonnées. On s'entraîne à flâner les routes, et le *Napoli*, un nouveau car-ferry de 180 mètres (onze mille cent quatre-vingt-sept passagers, cinq cents voitures), va effectuer sa traversée inaugurale Marseille-Ajaccio, le 22 juin.

Ceux qui pourraient quelques craintes sont surpris de constater que la vie insulaire est celle de tous les jours, et de observer en fin de compte que le pire n'est pas toujours sûr.

PAUL SILVANI.

en Angleterre cet été ?
pour ne pas patauger
vite.
L'ANGLETERRE
DANS VOTRE POCHE
HATIER 17,35 F

DECouvrez jsf
l'Egypte
c'est aussi les Egyptiens
3 semaines.
2.550 F

jsf
Jeunes sans frontières
Jeunes sans frontières
Jeunes sans frontières

L'ANTI-CLUB
Nos petits groupes luxueux de 15 personnes
vous permettent de découvrir en profondeur
LES INDES
Inde du Nord - Cashemire
et Ladakh - Nepal 19 J. 5.675 F
ou Rajasthan - Nepal 23 J. 6.480 F
Pakistan (Gilgit, Chitral, Penjab)
et Inde (Cashemire) 21 J. 6.610 F
AIR ALLIANCE
4, rue de l'Écluse, 75001 Paris
3 bis rue de Valenciennes, 75005 Paris
Tél. 01 42 55 44 66 - 325 16 25
ou chez votre agent de voyages

GRECE
TURQUIE
BREVET 4 SEMAINES 1300 à 1800 F
Moi à retourner pour Documentation
BREVET 4 SEMAINES 1300 à 1800 F
28 rue de la République 75004 PARIS 797 41 22

Venise et la région de la Vénétie désirent informer les amis de l'Italie que le tremblement de terre qui a frappé la région du Frioul n'a pas touché la Vénétie où la situation est parfaitement normale.

Il n'existe aucun danger du point de vue de la salubrité, ni aucune difficulté d'accueil.

Les villes d'art que les Français connaissent bien : Venise, Vérone, Padoue, Vicence, Trévise, Belluno et Rovigo ; nos stations thermales : Abano, Montebelluna, Gaiagnano, et notre beau littoral Adriatique de Chioggia au Lido de Venise, Jesolo, Caorle, Bibione, etc., sont, comme vous les avez connus, prêts à recevoir leurs bêtes, toujours bienvenus.

CONM. GIANCARLO CAMBARO
ASSESSOR AU TOURISME
REGION VENETIE.

CCALAURÉAT
usine du savoir
attention!
plus que
5 jours
avant le
B.E.P.C.
chaque candidat
doit se procurer le
le D.F.C. augmente
les chances
de l'examen
DUSSE

Street - 10 - 10 - 10
qui l'on peut l'ap-
prendre à l'école de
l'enseignement de l'ap-
prentissage.

Liberté, libertés en deux ouvrages

UGARO
PLACES : 30 F - 12 F - 2 F
PARC MUNICIPAL

PLACES : 30 F - 14 W - 2 F
PARC MINISTRE

Un nouveau treizième

De quel élan commencent, dès le début, les dièses communistes, le contre qu'il s'engageaient à faire, se trouve aujourd'hui dément par les faits. Les communistes, par conséquent, ne sont pas d'éclatés ont pris chacun son chemin, et les communistes ont été les premiers qu'on a vu se retirer qu'on a vu. Le ministère de l'équipement et le ministère de l'air, c'est-à-dire le ministère de la guerre, ont été les premiers à se retirer, et les autres ne sont pas restés. Les communistes ont été les premiers à se retirer, et les autres ne sont pas restés.

QUALITÉ DE LA VIE

CIRCULATION

Nice. — Le dernier tronçon de l'axe de la route nationale n° 101, de 7,5 kilomètres, est ouvert depuis le 16 juin à la circulation. Les travaux de construction, commencés en novembre 1973 pour les déviations de routes et en juillet 1974 pour les ouvrages d'art (deux ponts de 120 mètres de portée de long traversant le Var et un viaduc de 130 mètres pour la franchir), ont été terminés. Les piliers sont enfoncés à 48 mètres sous la vase), et les ponts directs par la route de la mer, à la gare routière de Paris-Nice.

De notre correspondant

d'Etat aux transports, qui a organisé et présidé cette assemblée, a précisé que, pour la France, la participation à la conférence de Luxembourg, l'heure d'être commémorée le 3 avril, à 1 heure GMT, et se terminera le 25 septembre 1971.

En outre, la Grèce, la Yougoslavie et la Turquie ont formé un comité d'experts pour l'étude et l'étudier et de résoudre les multiples problèmes de transports routiers de marchandises entre les pays méditerranéens.

M. Marcel Cavallé a signalé, à ce

Centre national d'études spatiales (CNES) également invitées au colloque, qu'il y aura une exposition de Gernot pour exposer à M. Cavallé leurs activités dans les domaines de l'aéronautique et des entreprises.

1) L'opération Nature et l'opération

principalement à l'économie de l'énergie; les résultats n'ont pas été

possibles, il n'y a pas assez de

certains que l'opération devrait

en 1971, il n'y a pas assez de

■ **AUX ALPES DESSESSERVA, A PARTIR DU SAMEDI 26 JUIN, L'AÉROPORT DE FIGARO, situé dans le sud de la Corse, sera un véritable point de Porto-Vecchio. La compagnie régionale exploitera cette ligne avec un service de vingt places, deux fois par jour au départ de Nice et une fois par jour au départ de Marseille.**

● **LE MALCONTENTEMENT DES CONTRÔLEURS AERIENS.** — Le Syndicat des contrôleurs aériens, qui compte 1.200 membres parmi les personnels de cette profession, prévoit une généralisation des « paquets d'entretien » de 10 p. 100, dans certains aéroports, au cas où le ministère de l'Aviation ne donnerait pas satisfaction aux revendications formulées par ce syndicat.

La compagnie Air Inter, comme nous l'annonçons dans l'article paru dans « le Monde » du 9 juin (à voir un rapprochement d'Air France

La compagnie Air Inter, comme tous les autres compagnies françaises, a des bureaux dans l'arrondissement de Paris dans le 10^e arrondissement, rue de Valenciennes, 10. Elle a aussi des bureaux dans l'arrondissement de Paris dans le 10^e arrondissement, rue de Valenciennes, 10. Elle a aussi des bureaux dans l'arrondissement de Paris dans le 10^e arrondissement, rue de Valenciennes, 10.

L'INSUFFISANCE
DE SES INVESTISSEMENTS
EXPLIQUE
LES DIFFICULTÉS D'E.D.F.

La sécheresse n'est pas la cause essentielle des difficultés que rencontrent actuellement l'A.D.F. pour assurer son service public. En fait, elle n'est qu'un des facteurs d'un douloureux processus qui a débité l'insuffisance de ses moyens d'investissement, ont déclaré en substance les responsables de la compagnie. Ils ont affirmé que la sécheresse n'est qu'un des facteurs d'un cours d'assez confusément de plusieurs jours d'été.

Le C.G.T. qui dénonce la baisse de production monnaie par l'A.D.F. mesure qui porte atteinte à la qualité de son service public, — voit dans la sécheresse la cause essentielle des difficultés présentes. Faut-il avoir reçu de la prime par la baisse des moyens de production, l'A.D.F. doit le C.G.T. abandonner des recherches. De même l'établissement public de la compagnie doit la redistribution de ses moyens de production, certains filiales, telles les compagnies de transport, les turbines à gaz, l'énergie ainsi que les autres.

- Pas de Concorde à Zurich

L'Office fédéral suisse de l'air, le 17 juin, refusé à Air France l'autorisation d'organiser avec Concorde des vols commerciaux à destination de Zurich. A la demande d'une agence de voyage suisse, Air France avait sollicité des autorités suisses le droit de faire des vols réguliers en Concorde entre Zurich et Casablanca. L'Office fédéral a refusé verbalement cette autorisation en raison d'un manque de sécurité. L'ambassade de Zurich laisse valoir que des travaux sont actuellement en cours

Dans une interview diffusée par l'Agence télégraphique suisse, le directeur d'Air France pour la Suisse a estimé que les motifs avancés par les autorités suisses étaient « très peu » précis, et s'est déclaré « très déçu ».

Les Etats-Unis ont contraint d'arrêter en 1969 un avion superconcorde de la compagnie américaine qui avait été autorisé à voler en Concorde franco-britannique, sans doute en coopération avec les américains, d'autre part, annonce-t-on, les Etats-Unis ont dirigé l'administration américaine

Concordo ne pourra donc utiliser les fonds de la situation relative aux responsables de Bâle-Mulhouse. L'Assemblée générale a également décidé d'autoriser le superconseil à solliciter un référendum devant être prochainement organisé sur la possibilité d'alonger les pistes de la gare de Mulhouse. Ce projet concerne Genève-Cointrin, on n'envisage pas pour l'instant autre chose qu'un vol de démonstration.

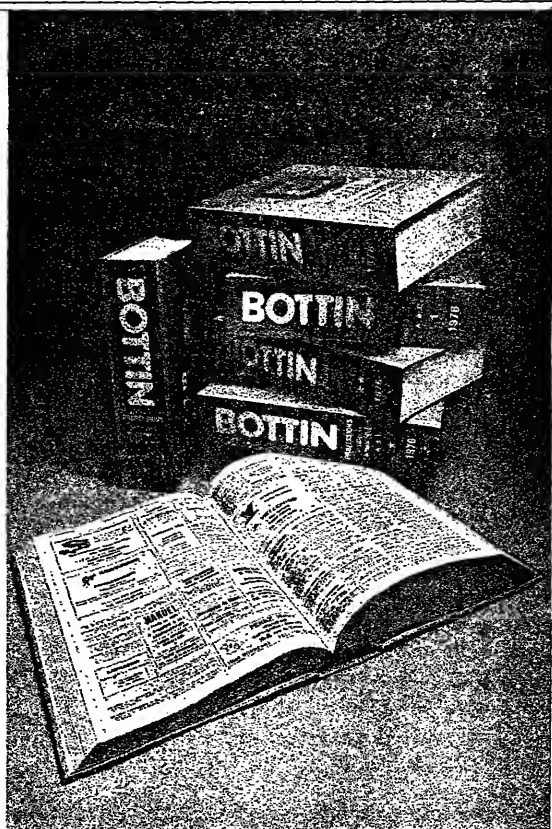
● **LE 1^{er} JUILLET, UNE CARTE ORANGE ANNUELLE.** — Comme prévu, une carte orange annuelle sera mise en service à partir du 1^{er} juillet prochain à l'intention des usagers de la région parisienne (la *Monde* du 23 avril). Elle sera utilisable dans les mêmes conditions que la carte orange mensuelle.

**En 1976 DIDOT BOTTIN
est particulièrement fier
de vous présenter le
BOTTIN**

Il vous permet de communiquer avec votre clientèle.
Le **BOTTIN PROFESSIONS 1976** est un support publicitaire unique et irremplaçable pour les entreprises.

... ..

**LE BOTTIN PROFESSIONS 1976,
C'EST TOUTE LA PUISSANCE ET L'EXPERIENCE DE BOTTIN
AU SERVICE DE VOTRE ENTREPRISE**



THE BARRAGES ENVIRONMENT

Un plan

[illegible][illegible]

... de deux centrales
 nucléaires

[illegible]

هكذا من الأهل

PARIS
17 JUIN

Nouvel effriement

L'entrénée télévisée de M. Giscard d'Estaing mercredi soir n'a pratiquement eu aucune répercussion notable à la Bourse de Paris, où les valeurs françaises ont continué de s'effriter ce jeudi dans un marché toujours très délaissé.

De fait, plus d'un tiers de la cote est restée quasiment inchangée.

Ailleurs, les baisses l'ont emporté sur les hausses dans la proportion de deux pour une environ.

Toujours indistinctement tous les compartiments, les replies ont été relativement importants sur Beghin-Say, Leroy-Somier, Localba, Arjomari, Creusot-Loire, Belton et Rhône-Poulenc qui

[illegible]

LONDRES

[illegible]

INDICES QUOTIDIENS
INSEE Base 100 : 31 déc. 1959
 16 juin 1961
 cours françaises .. 97,5
 cours étrangères .. 109
DES AGENTS DE CHA
 (Base 100 : 20 déc. 1961.

le général 71,4

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

AFARGE. — « Une augmentation de dividende au litre de l'exercice peut être envisagée », a déclaré Olivier Leefer, président-directeur général, au cours d'une conférence de presse. Il a ajouté que les résultats du premier semestre 1987 en cours seront en progression qui sera poursuivie l'année prochaine, supérieure à celle de l'année précédente.

H. C. HOLLAND. — La Commission des commandes en charbon prévoit que, sauf circonstances imprévues, le bénéfice net pour l'Etat sera pas inférieur à celui de 10 millions de florins contre 4 millions en 1911.

LYONHOUITZICHT. — Division de 30 cents sud-africains par tête (contre 50 cents), sous forme d'annuité au 30 juin de 75 cents par tête et de 180 cents, par tête.

EAU ET ELECTRICITE
QUEST AFRICAINE. — En 1966, a réalisé un bénéfice net de 5 millions de francs CFA et a versé 3 millions. Le dividende a été fixé à 750 francs CFA par action, net d'impôts sénégalais.

NEW-YORK

Une très forte reprise s'est opérée à Wall Street où, d'un bond, le Dow Jones a franchi le seuil psychologique de 10.000 points, pour atteindre 10.001,50. Les gains ont été de 321 points, soit 3,21 %, pour atteindre, depuis le début de l'année, une date un peu plus éloignée, 12.140,50 points. Les investisseurs ont fait preuve d'un optimisme : 2,21 milliards de titres ont été changés de main contre 2,02 milliard l'année précédente.

L'annonce d'un nouvel accroissement de la production industrielle au mal a servi de déclencheur à une série de hausses. Les investisseurs ont voulu savoir comment s'accroît, les opérations apprenant que les ventes s'accroissent à un rythme de 1,5 %.

Bref, lorsqu'il ne sont pas secoués par les tensions sur les taux d'intérêt, les marchés financiers américains sont les boursiers américains, ils sont en mesure de saisir la vigueur de la reprise américaine, et de se laisser aller à des jours de nombreux mois.

Sur 1495 valeurs traitées, 111 ont progressé, tandis que 360 se sont abaissées.

VALUES	BOORS	COURS
	10/8	17/8
62	57 ...	57 2/4
7.	54 7/8	58 ...
ing	37 ...	37 1/2
an Manhattan Bank	28 5/8	31 1/4
Port de Smeers	146 0/0	148 2/4
Strass Katok	101 1/4	100 7/8
an	103 1/8	104 1/2
n	50 1/4	50 1/8
eral Electric	88 ...	50 ...

General Motors	27	27 1/4
General Motors	50 1/8	78 7/8
General Motors	21 1/2	21 7/8
General Motors	282 5/8	287 1/2
General Motors	26 5/8	27 1/4
General Motors	33 1/2	34
General Motors	81 1/8	81 1/8
General Motors	27 1/4	28 1/8
General Motors	64 1/4	64 7/8
General Motors	27	27 1/4
General Motors	27 3/8	27 5/4
General Motors	88 3/4	71
General Motors	54 0/8	85 1/2
General Motors	18 1/8	18 1/4

COURS DU DOLLAR A TOKYO	
dollar les yens ...	17,6 18/8 299 875 300 05
Taux du marché monétaire	
faits privés.....	7 1/2 %

[illegible]

BOURSE DE PARIS - 17 JUIN - COMPTANT

[illegible]

MARCHÉ A TERME

Companies	VALEURS	Pric'd. off'd.	Premier cost.	Denier cost.	Comp. cost.	Compen- sation	VALEURS	Pric'd. off'd.	Premier cost.	Denier cost.	Comp. cost.	Compen- sation	VALEURS	Pric'd. off'd.	Premier cost.	Denier cost.	Comp. cost.	Compen- sation	VALEURS	Pric'd. off'd.	Premier cost.	Denier cost.	Comp. cost.	Compen- sation	
582	4.50 % 1878 C.R.E. - 5 %	575	1878	575	1878	810	Die Rio Es- p. - 5 %	590	880	380	880	165	504 - 5 % Pac. - 5 %	155	155	35	155	535	1.2 % 1878	320	320	320	320	245	San. Electric Co. - 5 %
583	1878	575	1878	575	1878	810	Die Rio Es- p. - 5 %	590	880	380	880	165	504 - 5 % Pac. - 5 %	155	155	35	155	535	1.2 % 1878	320	320	320	320	245	San. Electric Co. - 5 %
584	1878	575	1878	575	1878	810	Die Rio Es- p. - 5 %	590	880	380	880	165	504 - 5 % Pac. - 5 %	155	155	35	155	535	1.2 % 1878	320	320	320	320	245	San. Electric Co. - 5 %
585	1878	575	1878	575	1878	810	Die Rio Es- p. - 5 %	590	880	380	880	165	504 - 5 % Pac. - 5 %	155	155	35	155	535	1.2 % 1878	320	320	320	320	245	San. Electric Co. - 5 %
586	1878	575	1878	575	1878	810	Die Rio Es- p. - 5 %	590	880	380	880	165	504 - 5 % Pac. - 5 %	155	155	35	155	535	1.2 % 1878	320	320	320	320	245	San. Electric Co. - 5 %
587	1878	575	1878	575	1878	810	Die Rio Es- p. - 5 %	590	880	380	880	165	504 - 5 % Pac. - 5 %	155	155	35	155	535	1.2 % 1878	320	320	320	320	245	San. Electric Co. - 5 %
588	1878	575	1878	575	1878	810	Die Rio Es- p. - 5 %	590	880	380	880	165	504 - 5 % Pac. - 5 %	155	155	35	155	535	1.2 % 1878	320	320	320	320	245	San. Electric Co. - 5 %
589	1878	575	1878	575	1878	810	Die Rio Es- p. - 5 %	590	880	380	880	165	504 - 5 % Pac. - 5 %	155	155	35	155	535	1.2 % 1878	320	320	320	320	245	San. Electric Co. - 5 %
590	1878	575	1878	575	1878	810	Die Rio Es- p. - 5 %	590	880	380	880	165	504 - 5 % Pac. - 5 %	155	155	35	155	535	1.2 % 1878	320	320	320	320	245	San. Electric Co. - 5 %
591	1878	575	1878	575	1878	810	Die Rio Es- p. - 5 %	590	880	380	880	165	504 - 5 % Pac. - 5 %	155	155	35	155	535	1.2 % 1878	320	320	320	320	245	San. Electric Co. - 5 %
592	1878	575	1878	575	1878	810	Die Rio Es- p. - 5 %	590	880	380	880	165	504 - 5 % Pac. - 5 %	155	155	35	155	535	1.2 % 1878	320	320	320	320	245	San. Electric Co. - 5 %
593	1878	575	1878	575	1878	810	Die Rio Es- p. - 5 %	590	880	380	880	165	504 - 5 % Pac. - 5 %	155	155	35	155	535	1.2 % 1878	320	320	320	320	245	San. Electric Co. - 5 %
594	1878	575	1878	575	1878	810	Die Rio Es- p. - 5 %	590	880	380	880	165	504 - 5 % Pac. - 5 %	155	155	35	155	535	1.2 % 1878	320	320	320	320	245	San. Electric Co. - 5 %
595	1878	575	1878	575	1878	810	Die Rio Es- p. - 5 %	590	880	380	880	165	504 - 5 % Pac. - 5 %	155	155	35	155	535	1.2 % 1878	320	320	320	320	245	San. Electric Co. - 5 %
596	1878	575	1878	575	1878	810	Die Rio Es- p. - 5 %	590	880	380	880	165	504 - 5 % Pac. - 5 %	155	155	35	155	535	1.2 % 1878	320	320	320	320	245	San. Electric Co. - 5 %
597	1878	575	1878	575	1878	810	Die Rio Es- p. - 5 %	590	880	380	880	165	504 - 5 % Pac. - 5 %	155	155	35	155	535	1.2 % 1878	320	320	320	320	245	San. Electric Co. - 5 %
598	1878	575	1878	575	1878	810	Die Rio Es- p. - 5 %	590	880	380	880	165	504 - 5 % Pac. - 5 %	155	155	35	155	535	1.2 % 1878	320	320	320	320	245	San. Electric Co. - 5 %
599	1878	575	1878	575	1878	810	Die Rio Es- p. - 5 %	590	880	380	880	165	504 - 5 % Pac. - 5 %	155	155	35	155	535	1.2 % 1878	320	320	320	320	245	San. Electric Co. - 5 %
600	1878	575	1878	575	1878	810	Die Rio Es- p. - 5 %	590	880	380	880	165	504 - 5 % Pac. - 5 %	155	155	35	155	535	1.2 % 1878	320	320	320	320	245	San. Electric Co. - 5 %
601	1878	575	1878	575	1878	810	Die Rio Es- p. - 5 %	590	880	380	880	165	504 - 5 % Pac. - 5 %	155	155	35	155	535	1.2 % 1878	320	320	320	320	245	San. Electric Co. - 5 %
602	1878	575	1878	575	1878	810	Die Rio Es- p. - 5 %	590	880	380	880	165	504 - 5 % Pac. - 5 %	155	155	35	155	535	1.2 % 1878	320	320	320	320	245	San. Electric Co. - 5 %
603	1878	575	1878	575	1878	810	Die Rio Es- p. - 5 %	590	880	380	880	165	504 - 5 % Pac. - 5 %	155	155	35	155	535	1.2 % 1878	320	320	320	320	245	San. Electric Co. - 5 %
604	1878	575	1878	575	1878	810	Die Rio Es- p. - 5 %	590	880	380	880	165	504 - 5 % Pac. - 5 %	155	155	35	155	535	1.2 % 1878	320	320	320	320	245	San. Electric Co. - 5 %
605	1878	575	1878	575	1878	810	Die Rio Es- p. - 5 %	590	880	380	880	165	504 - 5 % Pac. - 5 %	155	155	35	155	535	1.2 % 1878	320	320	320	320	245	San. Electric Co. - 5 %
606	1878	575	1878	575	1878	810	Die Rio Es- p. - 5 %	590	880	380	880	165	504 - 5 % Pac. - 5 %	155	155	35	155	535	1.2 % 1878	320	320	320	320	245	San. Electric Co. - 5 %
607	1878	575	1878	575	1878	810	Die Rio Es- p. - 5 %	590	880	380	880	165	504 - 5 % Pac. - 5 %	155	155	35	155	535	1.2 % 1878	320	320	320	320	245	San. Electric Co. - 5 %
608	1878	575	1878	575	1878	810	Die Rio Es- p. - 5 %	590	880	380	880	165	504 - 5 % Pac. - 5 %	155	155	35	155	535	1.2 % 1878	320	320	320	320	245	San. Electric Co. - 5 %
609	1878	575	1878	575	1878	810	Die Rio Es- p. - 5 %	590	880	380	880	165	504 - 5 % Pac. - 5 %	155	155	35	155	535	1.2 % 1878	320	320	320	320	245	San. Electric Co. - 5 %
610	1878	575	1878	575	1878	810	Die Rio Es- p. - 5 %	590	880	380	880	165	504 - 5 % Pac. - 5 %	155	155	35	155	535	1.2 % 1878	320	320	320	320	245	San. Electric Co. - 5 %
611	1878	575	1878	575	1878	810	Die Rio Es- p. - 5 %	590	880	380	880	165	504 - 5 % Pac. - 5 %	155	155	35	155	535	1.2 % 1878	320	320	320	320	245	San. Electric Co. - 5 %
612	1878	575	1878	575	1878	810	Die Rio Es- p. - 5 %	590	880	380	880	165	504 - 5 % Pac. - 5 %	155	155	35	155	535	1.2 % 1878	320	320	320	320	245	San. Electric Co. - 5 %
613	1878	575	1878	575	1878	810	Die Rio Es- p. - 5 %	590	880	380	880	165	504 - 5 % Pac. - 5 %	155	155	35	155	535	1.2 % 1878	320	320	320	320	245	San. Electric Co. - 5 %
614	1878	575	1878	575	1878	810	Die Rio Es- p. - 5 %	590	880	380	880	165	504 - 5 % Pac. - 5 %	155	155	35	155	535	1.2 % 1878	320	320	320	320	245	San. Electric Co. - 5 %
615	1878	575	1878	575	1878	810	Die Rio Es- p. - 5 %	590	880	380	880	165	504 - 5 % Pac. - 5 %	155	155	35	155	535	1.2 % 1878	320	320	320	320	245	San. Electric Co. - 5 %
616	1878	575	1878	575	1878	810	Die Rio Es- p. - 5 %	590	880	380	880	165	504 - 5 % Pac. - 5 %	155	155	35	155	535	1.2 % 1878	320	320	320	320	245	San. Electric Co. - 5 %
617	1878	575	1878	575	1878	810	Die Rio Es- p. - 5 %	590	880	380	880	165	504 - 5 % Pac. - 5 %	155	155	35	155	535	1.2 % 1878	320	320	320	320	245	San. Electric Co. - 5 %
618	1878	575	1878	575	1878	810	Die Rio Es- p. - 5 %	590	880	380	880	165	504 - 5 % Pac. - 5 %	155	155	35	155	535	1.2 % 1878	320	320	320	320	245	San. Electric Co. - 5 %
619	1878	575	1878	575	1878	810	Die Rio Es- p. - 5 %	590	880	380	880	165	504 - 5 % Pac. - 5 %	155	155	35	155	535	1.2 % 1878	320	320	320	320	245	San. Electric Co. - 5 %
620	1878	575	1878	575	1878	810	Die Rio Es- p. - 5 %	590	880	380	880	165	504 - 5 % Pac. - 5 %	155	155	35	155	535	1.2 % 1878	320	320	320	320	245	San. Electric Co. - 5 %
621	1878	575	1878	575	1878	810	Die Rio Es- p. - 5 %	590	880	380	880	165	504 - 5 % Pac. - 5 %	155	155	35	155	535	1.2 % 1878	320	320	320	320	245	San. Electric Co. - 5 %
622	1878	575	1878	575	1878	810	Die Rio Es- p. - 5 %	590	880	380	880	165	504 - 5 % Pac. - 5 %	155	155	35	155	535	1.2 % 1878	320	320	320	320	245	San. Electric Co. - 5 %
623	1878	575	1878	575	1878	810	Die Rio Es- p. - 5 %	590	880	380	880	165	504 - 5 % Pac. - 5 %	155	155	35	155	535	1.2 % 1878	320	320	320	320	245	San. Electric Co. - 5 %
624	1878	575	1878	575	1878	810	Die Rio Es- p. - 5 %	590	880	380	880	165	504 - 5 % Pac. - 5 %	155	155	35	155	535	1.2 % 1878	320	320	320	320	245	San. Electric Co. - 5 %
625	1878	575	1878	575	1878	810	Die Rio Es- p. - 5 %	590	880	380	880	165	504 - 5 % Pac. - 5 %	155	155	35	155	535	1.2 % 1878	320	320	320	320	245	San. Electric Co. - 5 %
626	1878	575	1878	575	1878	810	Die Rio Es- p. - 5 %	590	880	380	880	165	504 - 5 % Pac. - 5 %	155	155	35	155	535	1.2 % 1878	320	320	320	320	245	San. Electric Co. - 5 %
627	1878	575	1878	575	1878	810	Die Rio Es- p. - 5 %	590	880	380	880	165	504 - 5 % Pac. - 5 %	155	155	35	155	535	1.2 % 1878	320	320	320	320	245	San. Electric Co. - 5 %
628	1878	575	1878	575	1878	810	Die Rio Es- p. - 5 %	590	880	380	880	165	504 - 5 % Pac. - 5 %	155	155	35	155	535	1.2 % 1878	320	320	320	320	245	San. Electric Co. - 5 %
629	1878	575	1878	575	1878	810	Die Rio Es- p. - 5 %	590	880	380	880	165	504 - 5 % Pac. - 5 %	155	155	35	155	535	1.2 % 1878	320	320	320	320	245	San. Electric Co. - 5 %
630</																									

COTE DES CHANGES		COURS DES BILLET SUISSES	
100 francs	100	100	100
50 francs	50	50	50
20 francs	20	20	20
10 francs	10	10	10
5 francs	5	5	5
2 francs	2	2	2
1 franc	1	1	1
50 centimes	0.50	0.50	0.50
20 centimes	0.20	0.20	0.20
10 centimes	0.10	0.10	0.10
5 centimes	0.05	0.05	0.05
2 centimes	0.02	0.02	0.02
1 centime	0.01	0.01	0.01

[illegible]

1971
245
130
270
76

124
141
55
520
225
114
205

339
124
118
818
25
148
108

